

Politique économique

tion sociale, et permettre aux Canadiens de profiter de la production astronomique de notre pays.

Je crois donc qu'il est nécessaire de s'orienter rapidement vers une discussion sérieuse, une discussion indispensable, parce que plus ça va, pire c'est. On dit: C'est le chômage qui augmente, ça dépend du gouvernement. Ce n'est pas vrai.

Le chômage augmente parce que nous ne voulons pas évoluer socialement. Les milliards requis, nous les avons, mais il n'y a qu'une vingtaine ou une trentaine de milliardaires qui en profitent. Il faut absolument sortir de ce système, et si on ne veut pas profiter du système du Crédit social, créons un nouveau système à nous autres, afin de faire profiter la population de cette immense production au Canada.

On dit que ce que j'avance peut créer une mentalité de paresseux. Ne craignons pas cela, car le chômage et l'assistance-sociale peuvent également produire des parasites de la société, aussi bien que le revenu garanti. La différence c'est que l'assurance-chômage, le bien-être social, le supplément de revenu garanti, exigent des armées d'inspecteurs, et cela nous coûte plus cher en inspections que de donner la «piastre» à celui qui en a besoin. Le revenu annuel garanti supprimerait ces milliers d'inspecteurs, tous les bureaux d'entretien, et ce serait comme une allocation familiale.

Le revenu annuel garanti supprime toutes les discriminations, et Dieu sait qu'il y en a des discriminations! On se bat avec cela à la journée. On nous dit que quelqu'un s'est vu refuser des prestations d'assurance-chômage parce qu'un petit fonctionnaire qui ne connaît rien le fait souffrir pour deux ou trois mois. J'en ai même un cas d'une personne qui a attendu pendant 1 an et demie. Il sera payé bientôt, nous dit-on, il y a plus d'un an que sa famille souffre à cause d'un petit fonctionnaire de 24 ans qui ne connaît rien là-dedans. C'est triste un cas semblable! Cependant, je ne m'en prends pas à lui, car dans le fond ce n'est pas de sa faute, car c'est le système qui est mauvais, c'est le système qui est discriminatoire. C'est pour cette raison que j'ai dit et que je le répète à la Chambre que 80 p. 100 de nos lois sociales sont discriminatoires et antisociales à cause de cela. Nous avons parlé du chômage tout l'après-midi. J'aurais aimé dire un mot sur l'inflation, moi aussi, et j'avais préparé des notes sur la question de l'inflation. J'espère que le ministre a saisi l'idée des solutions que je lui propose pour lutter contre le chômage.

En ce qui a trait à l'inflation, on se demande souvent d'où elle vient. Moi je vous le dirai en deux mots. Je me souviens qu'il y a environ dix ans, alors que je siégeais au comité des finances de la Chambre et que l'on débattait la fameuse question des taux d'intérêt, soit le contrôle des taux d'intérêt, le ministère a décidé d'enlever tout plafond sur les taux d'intérêt des banques et, par le fait même, élargissait les taux d'intérêt partout. C'est à ce moment là que j'ai averti le comité que c'était là le début d'une inflation dont on ne verrait pas la fin. Et c'est bien là que cela a commencé. C'est pour cette raison que je dis que les gouvernements, pas plus celui d'aujourd'hui que les autres, sont responsables de l'inflation. Lorsqu'on met le feu à une maison, si elle brûle, le responsable c'est celui qui y a mis le feu.

● (1710)

[Traduction]

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je dois informer le député que son temps de parole est terminé. Il pourra

[M. Gauthier (Roberval).]

continuer cependant avec l'autorisation de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. J'espère que le député ne prendra que cinq, six ou sept minutes, car bon nombre de députés désirent prendre la parole. C'est le cas du ministre des Finances (M. Macdonald). La Chambre apprécierait que le député s'en tienne à cette suggestion.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Je suis sûr que le député a entendu la requête.

[Français]

M. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député qui vient de prendre la parole, et je puis l'assurer que je n'utiliserai pas plus de quatre minutes du temps de la Chambre. Je ne veux ajouter que quelques mots sur l'inflation. Je disais que la cause de l'inflation, et on l'admettra avec moi, ce sont les intérêts. Voilà la cause de l'inflation! En 1969, on payait 9 millions de dollars par jour en intérêts sur la dette nationale, et aujourd'hui, on paye 15 millions de dollars. Au rythme actuel, nous paierons bientôt 30 millions de dollars par jour en intérêts sur la dette nationale.

Nous avons tout simplement un système d'endettement sans fin. Le ministre disait récemment que pour les 84, 90 milliards de dollars, qu'on avait des biens. Ce n'est pas sur les biens qu'on doit l'intérêt. Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on fait? On emprunte le revenu du pays cette année, pour redonner des crédits temporaires sur la production de chaque année. Tant et aussi longtemps qu'on empruntera la production de chaque année pour mettre cette production-là sur le marché, on aura ce qu'on a aujourd'hui. Quelqu'un me demandait récemment ce qu'on va faire pour «arrêter» la dette? Si on veut «arrêter» la dette, arrêtons la production net. Tant et aussi longtemps qu'on produit avec un système de fous, le lendemain, ce qu'on a produit devient une dette, parce qu'on est obligé d'emprunter des fonds pour payer cette production. Tant et aussi longtemps qu'on laissera les banques commerciales administrer le pays, qu'on ne donnera pas à la Banque du Canada la charge d'administrer le secteur public et aux banques à charte d'administrer le secteur privé, tant et aussi longtemps qu'on ne fera pas ça, on va avoir les dettes qu'on a là, et puis ça fait mal des dettes, et je veux que l'on me comprenne, car c'est de l'argent 15 millions par jour d'intérêt qu'on demande aux Canadiens de payer.

Il va donc falloir prendre un moyen. Je ne sais pas ce à quoi le gouvernement pense, mais l'autre jour, on parlait de la dette de la Voie maritime. Cela n'a pas été long, cela a été effacé. A mon grand étonnement nous avons demandé récemment au ministre des Finances de nous dire à qui il devait cet argent-là, soit 15 millions par jour. Il a répondu ne pas pouvoir le dire actuellement. Tout de même, on paie 15 millions par jour d'intérêt, et on ne sait pas à qui on doit cet argent. Il y a toujours une limite!

Encore une fois, j'espère que le ministre va y songer et être convaincu, et que nous allons cesser de chercher la cause de l'inflation. La cause, ce sont les intérêts que le Canada ne devrait pas payer s'il était maître de son système monétaire. On nous a dit qu'on contrôle le système monétaire, qu'on contrôle les «piastres». On ne contrôle pas un sou des crédits monétaires qui valent aujourd'hui 92 p. 100 de toute la masse